

THIERRY DE MONTBRIAL

Président et fondateur de la World Policy Conference

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères du royaume du Maroc, qui venez de vous exprimer au nom de Sa Majesté, je vous remercie pour le discours très dense et encourageant que vous venez de lire. Monsieur le Secrétaire général des Nations unies, qui allez prendre la parole dans quelques minutes, Excellences, Mesdames et Messieurs, je suis heureux d'ouvrir avec d'aussi éminentes personnalités cette troisième édition de la World Policy Conference.

Je voudrais tout d'abord rappeler en quelques mots l'ambition de cette entreprise. Le discours de Sa Majesté l'a également rappelée. Cette ambition est de participer constructivement à la refonte d'un système de gouvernance mondiale visant à renforcer la sécurité de la planète toute entière pour les années et les décennies à venir. Car en définitive, le problème de la gouvernance est un problème de sécurité. Il s'agit de trouver des modes d'organisation et de coordination, dans tous les domaines, permettant de prévenir ou de résoudre aussi harmonieusement que possible les crises susceptibles de se produire, crises classiques de nature politique ou économique, et crises liées à des domaines nouveaux et sans précédent dans l'histoire de l'humanité, concernant par exemple l'écologie et le climat, auxquelles le discours de Sa Majesté a fait allusion.

Dans un monde de plus en plus interdépendant, qu'est-ce que la mondialisation, sinon le renforcement et le changement qualitatif de l'interdépendance ? Dans un tel monde, le grand danger est qu'un accident, survenant n'importe où, se propage rapidement, et provoque un désastre global. La réflexion active sur la gouvernance mondiale est donc une nécessité absolue. Le but de cette conférence, qui en est donc à sa troisième édition, et qui a bien évidemment vocation à perdurer, est de rassembler des personnalités qui soient des acteurs majeurs de la politique internationale, avec d'autres parties prenantes – *stakeholders* comme on dit en anglais – en fonction des sujets traités, et notamment les entreprises sans lesquelles, dans beaucoup de domaines, rien ne peut se faire.

Nous voulons, c'est notre ambition, apporter une contribution à cette immense tâche, et j'insiste, une contribution positive, car il est extrêmement facile de tout critiquer. Il est trop facile de dénigrer. Il est trop facile de dénoncer ce qui va mal. Mais ce que nous attendons de vous tous, Excellences, Mesdames et Messieurs, et c'est beaucoup plus difficile, ce sont des contributions positives qui puissent effectivement améliorer les choses.

Ma deuxième remarque, après avoir rappelé l'objectif de cette conférence, c'est que si j'étais médecin humanitaire, chargé de porter un diagnostic sur l'état de la planète, je ne serais pas totalement optimiste à la date d'aujourd'hui. Je ne serais pas non plus totalement pessimiste, je m'empresse de l'ajouter. Parmi les raisons de s'inquiéter, il y a l'économie et la finance, nous allons en parler longuement aujourd'hui, notamment avec Jean-Claude Trichet et d'autres éminentes personnalités venues d'Asie et de la planète toute entière. Dans ce domaine, nous avons certes évité le pire. Nous avons évité, après la crise de 2007-2008, de sombrer dans le chaos, de nous enfoncer dans une situation qui eût pu ressembler à la grande dépression des années trente. Je voudrais incidemment rendre hommage au travail des banques centrales qui, dans l'ambiance particulière de 2008-2009, ont réalisé un travail extraordinaire. Elles ont réagi plus rapidement et plus sereinement que les États. Jean-Claude Trichet, ici présent, fut d'ailleurs l'un

des participants à la première édition de la World Policy Conference, début octobre 2008, juste après la faillite de Lehman Brothers. Un travail remarquable a donc été réalisé, et continue de l'être, mais des signes de fragilité persistent. Nous constatons des hésitations dans les politiques à suivre. Par exemple, je suis préoccupé de voir la tentation inflationniste resurgir outre Atlantique, y compris jusqu'au niveau du système de la réserve fédérale. Je le suis également en observant le nouvel engouement pour la version la plus simpliste du modèle keynésien, avec le soutien d'économistes aussi éminents que Paul Krugman, lequel modèle recommande de dépenser sans compter et d'accroître les déficits publics, pourtant déjà abyssaux dans un pays comme les États-Unis. Bref, il y a de quoi s'inquiéter, pour ne pas dire s'alarmer. S'agissant de l'amélioration de la gouvernance financière mondiale, il est certain que des progrès substantiels ont été réalisés. Mais sont-ils suffisants ? Des lacunes importantes ne subsistent-elles pas ? Il convient donc d'évaluer précisément ce qui a été accompli et ce qui manque, et je pense qu'une partie de nos travaux sera consacrée à cette tâche. Cela dit, force est de constater qu'aujourd'hui, s'agissant d'économie ou de finance, les principales puissances n'ont pas même cherché à s'entendre sur un cadre analytique commun, faute duquel la coordination est un vain mot. Un tel cadre n'existe même pas au niveau européen ou dans la zone euro.

Mais nous parlons ici de questions globales, et je ne peux pas ne pas exprimer aussi une certaine inquiétude concernant les zones conflictuelles de la planète. Je ne parle pas du court terme. Je me place à l'échelle des prochaines années ou décennies. Il s'agit d'abord de la vaste zone du Proche et du Moyen-Orient au sens large, jusqu'aux confins de l'Afghanistan et du Pakistan. Et nous voyons là deux conflits latents qui non seulement ne sont toujours pas résolus, mais pour lesquels on ne perçoit guère d'amélioration significative. La question israélo-palestinienne d'un côté, celle du Cachemire de l'autre. Les deux questions doivent être rapprochées. Ainsi le problème de l'Afghanistan ne peut-il pas être traité si on ne le situe pas dans la perspective de la rivalité entre le Pakistan et l'Inde, et si l'on n'introduit pas explicitement la dimension iranienne. Aux deux extrémités de la masse moyenne orientale, nous avons deux conflits majeurs qui risquent toujours de déborder, et qui teintent l'ensemble de la région. Cette réalité est au minimum préoccupante.

À l'autre extrémité du continent eurasiatique, il faut également souligner l'instabilité potentielle en Asie de l'Est, avec la division de la péninsule coréenne, sur laquelle les principales puissances concernées n'ont encore jamais cherché à dégager une perspective d'avenir commune à moyen ou à long terme. Dans ces conditions, tout incident majeur en Corée du Nord pourrait avoir des conséquences catastrophiques. Je voudrais mentionner également les récents incidents dans la mer de Chine méridionale, entre le Japon et la Chine, qui rappellent qu'à chaque instant, il peut y avoir des dérapages. Il existe naturellement beaucoup de forces de rappel qui contribuent à éviter le dérapage, mais pour consolider la sécurité mondiale, il convient d'envisager les cas où les mécanismes de compensation locaux pourraient ne plus fonctionner. La question de la gouvernance est donc absolument essentielle. Pour compléter mon propos, est-il besoin de souligner l'importance des relations entre les dimensions économiques et politiques, chaque crise dans l'un de ces deux domaines pouvant dégénérer en une crise dans l'autre.

Enfin, et c'est mon dernier point avant de passer la parole à Monsieur Ban Ki-Moon, je voudrais ajouter quelques mots des processus en cours - qui sont largement empiriques, et c'est très bien ainsi - visant à contribuer à la construction d'un nouvel ordre mondial. Parler de gouvernance mondiale ou parler d'un nouvel ordre mondial, ce sont deux façons d'exprimer la même idée. Il y a de nouveaux dispositifs, dont le G20, héritier d'un groupe qui fonctionnait plutôt bien dans le domaine financier, avec les Ministres des finances, et qui est maintenant devenu un groupe au niveau des chefs d'État et de gouvernement. Il y a le G8, qui existe toujours, et dont certains se demandent d'ailleurs s'il a vraiment des raisons de survivre. Et puis il y a, j'allais dire surtout, le système de l'ONU, le système de l'Organisation des Nations unies, qui malgré ses imperfections et ses lourdeurs, et malgré la non représentativité du groupe des membres permanents du conseil de sécurité, continue d'incarner la légitimité et plus encore la légalité sur le plan international. Il est d'ailleurs remarquable que, quoi qu'il arrive, les États se tournent toujours vers l'ONU. Mais le système de l'ONU n'en finit pas de ne pas se réformer. A quelle articulation doit-on songer d'une part pour améliorer le système de l'ONU, et d'autre part pour le rendre plus cohérent avec les autres institutions émergentes, telles que le



G20 ou le G8 qui perdure ? Et comment renforcer la cohérence entre le système de l'ONU et les institutions héritées du système de Bretton Woods (Banque mondiale, FMI, etc.) ?

Telles sont quelques-unes des questions que nous devons nous poser. Et après les avoir évoquées, que pourrais-je faire de mieux que de passer la parole à son Excellence Monsieur Ban Ki-Moon, Secrétaire général des Nations unies, qui nous fait l'immense honneur de venir passer quelques heures avec nous à Marrakech, pour ouvrir cette conférence. Monsieur le Secrétaire général, je vous remercie de tout cœur. Soyez le bienvenu. C'est avec beaucoup de plaisir que je vous cède ces micros.